

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

ALLOCUTION DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

« 24 heures du Bâtiment »

Paris – vendredi 12 juin 2009

Mesdames et Messieurs,
Monsieur le Président RIDORET,

Je me souviens très bien de 2006. Je me souviens de ce que je vous avais dit, de ce qui était le fond de mes convictions, de l'analyse que je faisais de notre pays, de la campagne électorale que je voulais engager.

Deux ans après avoir été élu, j'ai voulu venir même si j'ai annoncé que je m'exprimerai devant le Congrès, devant la souveraineté nationale pour tracer des lignes d'avenir.

Je voulais venir devant votre rassemblement parce qu'au fond, ce que vous demandez, est très simple. Vous nous demandez : laissez-nous travailler. Laissez-nous faire ce que nous savons faire : travailler, prendre des risques, satisfaire nos clients, nous battre, être compétitif.

Je vais essayer de vous dire, du fond de mon cœur, pourquoi nous avons fait un certain nombre de choses.

Quels étaient les problèmes de la France ?

Nous avions un premier problème qui était notre rapport au travail. Il se traduisait dans la sémantique. On ne parlait plus des travailleurs parce qu'on ne respectait plus le travail. On ne parlait que de statuts et pas de travail. Tout était mis en œuvre pour décourager le travail. Je pourrais en prendre des exemples multiples, les 35 heures étant très révélatrices d'un état d'esprit selon lequel la vraie vie était en dehors du travail.

La vie ne se résume pas au travail. Mais dire qu'il faut se débarrasser du travail le plus vite possible pour enfin pouvoir vivre est une conception originale du progrès des civilisations et du progrès des sociétés.

Dans les 35 heures le plus étrange est que nous avons été les seuls à les mettre en œuvre dans le monde. Au moment même où la France vivait la mondialisation, elle prenait une mesure qui n'était retenue nulle part ailleurs dans le monde. D'ailleurs plus les gouvernements étaient de gauche ailleurs dans le monde, moins ils faisaient les 35 heures. Je pense à Monsieur SCHRODER en Allemagne. Je pense à Monsieur BLAIR en Grande-Bretagne et à Monsieur BROWN en Angleterre. Je pense à Monsieur ZAPATERO en Espagne. Aucun ne s'est inspiré de ce que nous faisons.

Que c'était étrange de mettre la France dans cette situation de non compétitivité, au moment même où l'on construisait l'Europe et où l'on voulait jouer un rôle dans la mondialisation.

C'était très dangereux vis-à-vis de nos plus jeunes car cela décredibilisait le travail. Et il n'y a pas plus grave.

Le problème de la France n'était pas que l'on travaillait trop, mais qu'il n'y avait pas assez de travail. Et ce qui était de plus en plus curieux, c'est qu'une grande partie de mes amis faisaient la même analyse que moi sur les 35 heures mais n'en tiraient pas les mêmes conclusions. On en pensait beaucoup de mal et on ne les touchait pas. La démocratie française fonctionnait mal car beaucoup se disaient pourquoi les écouter puisqu'ils disent des choses qu'ils ne feront pas.

Ce n'est pas du tout par esprit d'idéologie ou par esprit de système que nous avons réformé cela. Nous avons gardé les 35 heures comme durée hebdomadaire mais nous avons permis, notamment pour des entreprises comme les vôtres, la possibilité -je le dis devant Laurence PARISOT- de s'exonérer de cette limitation par les heures supplémentaires qui sont défiscalisées pour les salariés et sans prélèvement social pour les entreprises.

Si le partage du travail comme stratégie économique marchait, cela se saurait. Partout dans le monde, on a retenu une stratégie économique gagnante en permettant aux gens de prendre des initiatives et de travailler, pas en partageant le temps de travail. Mais bien évidemment, je comprends que pour des gens qui ont commencé tôt leur vie professionnelle, qui ont des métiers particulièrement pénibles, il y ait une aspiration naturelle à partir plus tôt ou à travailler moins.

D'ailleurs pourquoi les 35 heures ? On aurait pu faire les 32 heures, les 28, les 25 ... On se trouvait d'ailleurs dans une situation où en même temps que l'on diminuait artificiellement la durée du temps de travail, on retardait l'entrée sur le marché du travail des plus jeunes et on poussait à la retraite les quinquagénaires. Avec cela, c'est curieux, on a un problème pour financer nos régimes de retraite. Moins de quinquagénaires au travail que les autres, moins de jeunes au travail que les autres. Et quand on travaille, on travaille moins que les autres. Voilà un système assez original.

Ce problème, malgré la crise, il aura fallu le régler. Quand la croissance reviendra vous pourrez disposer des heures nécessaires pour faire face aux carnets de commandes qui se rempliront à nouveau.

J'ajoute que le système des préretraites dont on a usé et abusé en France a été une erreur profonde. Comment expliquer à nos compatriotes qu'il faut travailler plus longtemps parce que la durée de vie s'allonge et en même temps n'avoir comme seule idée que d'accompagner des jeunes quinquagénaires vers la préretraite. C'est une stratégie qui désociabilise des gens, qui désespère des gens. Je ne peux pas laisser dire qu'un quinquagénaire n'a pas d'avenir professionnel.

Aujourd'hui, plus personne ne nous demande, je parle sous contrôle de Laurence PARISOT également, d'alléger la contrainte du temps de travail. Nous l'avons fait, Monsieur le Président, sans drame, sans violence, sans blocage. Nous l'avons fait comme je l'avais dit pendant la campagne : en discutant, en dialoguant, en écoutant mais en ne cédant pas sur l'essentiel. C'est aussi un grand changement dans les habitudes de gouvernement de notre pays.

Il y avait un deuxième problème, c'est la difficulté que nous avons à dialoguer dans la sérénité et sans blocage : c'était toute la question du service minimum.

Pour des entreprises, ne pas recevoir le courrier, ne pas pouvoir les jours de grève voir les salariés qui veulent travailler venir au travail, avoir des salariés pris en otage de conflits qui ne les concernent pas

ou si peu. La France était l'un des rares pays au monde qui les jours de mouvements nationaux donnait le spectacle d'une économie totalement paralysée.

Dans la concertation, dans l'écoute, dans le calme, nous avons fait voter dès le début de la nouvelle législature le service minimum.

Les salariés du public, comme du privé ont le droit de faire grève. C'est un droit constitutionnellement reconnu, c'est un élément de la démocratie. Nous avons eu des mouvements sociaux importants l'hiver dernier. Mon devoir est de les entendre, de les écouter et de dialoguer. Mais y compris les jours de grandes manifestations vos salariés ont pu se rendre à leur travail et revenir chez eux. Le pays n'a pas été paralysé, c'est un très grand progrès de la démocratie sociale et de la démocratie Française.

Troisième problème, la fiscalité. Nous voulons l'Europe, je suis profondément européen. Mais nous n'en tirons pas toutes les conclusions. L'Europe ne peut pas être tous les avantages pour nos partenaires européens et tous les inconvénients pour les contribuables Français. En Europe quel est notre principal partenaire et quel est notre principal concurrent ? Partenaire ami et concurrent c'est l'Allemagne. Ce sont nos voisins. Ils sont les numéros un économiques en Europe. Nous sommes les numéros deux. Qui peut me reprocher de vouloir proposer à la France de nous inspirer de ce que les Allemands font de mieux.

Que font-ils de mieux ? D'abord ils ont une culture de l'international qui est exceptionnelle. Ensuite, une capacité à déterminer l'intérêt de leurs entreprises qui est fantastique. Un capitalisme vous avez dit patrimonial, je pourrais dire aussi familial, qui permet d'avoir un réseau sans précédent de PME fortes en Allemagne et fortes à l'international. Une fiscalité tournée vers cette idée qu'un grand pays a besoin d'une grande industrie. Et bien qu'essayons-nous de faire, nous inspirer de ce qu'ils ont.

Qu'es-ce qu'ils ont ? D'abord ils n'ont pas la taxe professionnelle. Ce qui est fabriqué en France est récompensé par un impôt qui s'appelle la taxe professionnelle. Ce qui est fabriqué hors de France est exonéré de la taxe professionnelle. Je le dis devant le président de l'Association des Maires, mon ami Jacques PELISSARD, c'est un système qui ne peut pas durer. Depuis 1976, depuis que la taxe professionnelle existe, tous les gouvernements de gauche ou de droite ont dit que c'était un mauvais impôt. Mais tout le monde l'a gardé. Je vous l'annonce que je le supprimerai. Si c'est un mauvais impôt tirons-en les conséquences. Il n'y a guère que le Canton de Genève qui a la taxe professionnelle. Je le dis au président de l'Association des Maires, j'aurai cette discussion avec les élus, notamment sur la compensation des ressources. Mais que chacun fasse un effort, l'Etat, les collectivités locales, la sécurité sociale : tout le monde doit participer à l'effort de modernisation de la France et à l'amélioration de sa compétitivité, pas seulement l'Etat. J'ajoute qu'avec les délocalisations il ne restera pas grand-chose de l'assiette de la taxe professionnelle.

L'Allemagne a aussi le bouclier fiscal. Avec le bouclier fiscal en France aucun contribuable ne paiera plus de la moitié de ce qu'il gagne en impôt. Je souhaite, que ceux qui ont de l'argent n'investissent pas seulement en Allemagne, mais aussi en France. Je vais souvent dans les usines. Croyez vous que les salariés Français, notamment des PME, préfèrent que leur entreprise soit la propriété d'une famille qu'il connaissent, d'un homme ou d'une femme qui peut parler à chacun des salariés, ou d'un fond de pension dont le dirigeant change tout les ans et demande des rendements qu'aucune entreprise ne peut fournir.

Je défends le capitalisme patrimonial, le capitalisme familial. Si on ne fait pas le bouclier fiscal, ne nous étonnons pas que chacun de ceux qui pourraient investir dans notre pays partent en Belgique, en Suisse, en Espagne, en Allemagne alors même que la France est au cœur de l'Europe. Un certain nombre de mes propres amis m'ont dit pendant la crise il faut que tu fasses un impôt provisoire. C'est non parce que le provisoire en France surtout lorsqu'il s'agit d'impôts cela dure. Si l'augmentation des impôts était la solution aux problèmes des déficits Français cela se saurait depuis longtemps.

L'augmentation des impôts est un problème pour la compétitivité, pour l'emploi de la France, voilà la vérité.

J'ajoute sur l'impôt sur la fortune j'ai proposé à Mme LAGARDE -je veux d'ailleurs rendre hommage à son action- de permettre que la cotisation d'impôt sur la fortune puisse être versée aux PME dans la limite de 50 000 € d'impôt. Cela a une vertu pédagogique que ceux qui ont des moyens les investissent dans le tissu industriel et entrepreneurial Français.

Je passe sur le crédit impôt recherche qui permet enfin que nos entreprises ramènent en France des laboratoires de recherche. Nous avons Mesdames et Messieurs à présent le meilleur système fiscal du monde en matière de recherche et développement, alors qu'il était notre point faible.

Quatrième problème : nos universités. Tous les systèmes universitaires du monde qui marchent ont conféré l'autonomie à leurs universités. Notre système a ses mérites. Mais dans la compétition mondiale ne nous étonnons pas que nos universités aient régressé dans le classement de Shangai car on leur a donné les statuts, mais pas les moyens de se développer.

Avec Valérie PECRESSE nous avons voulu l'autonomie des universités. Cela a provoqué débats. Je n'ai pas été heureux des neuf mois de grève et d'occupation. Pourtant j'ai choisi de ne pas reculer, parce que je pense que l'intérêt de l'université Française était que le gouvernement tienne. Ce n'est quand même pas si souvent qu'un gouvernement affronte un tel mouvement, sans qu'à l'arrivée il ne se traduise par un recul généralisé. Nos universités sont concurrencées par des grandes écoles, d'un côté, et par les autres universités du monde, de l'autre côté. Si on ne les modernise pas comment s'en sort-on ?

Cinquième problème, le déficit. Au nom du déficit, cela fait 25 ans que la France renonce à investir. Pour ne pas accroître le déficit, on coupe dans les dépenses d'investissement, mais pas dans les dépenses d'intervention et pas dans les dépenses d'assistanat. On dit : « Strasbourg, capitale de l'Europe ». On prend 28 ans pour ne pas terminer la ligne TGV entre Paris et Strasbourg. Cette stratégie est incohérente. On me demande en tant que Président de la République d'inaugurer des nouveaux tronçons dont les décisions ont été prises il y a entre 15 et 22 ans ! Je voudrais sortir de ce système où des Présidents de la République, des Ministres, Jean-Louis, Christine, annoncent des équipements qu'ils ne verront pas parce que le jour où ils se seront réalisés, les Ministres et le Président seront partis depuis longtemps.

Je vous le dis, quand on décide quelque chose, on le fait. Je parle sous le contrôle de Jean-Louis BORLOO à qui je veux rendre hommage. L'année prochaine il y aura pour la première fois dans l'histoire de notre pays quatre lignes TGV en chantier alors que depuis 20 ans il y en a à peine une chaque année !

Jean-Louis, je partage ton avis. Construire des lignes TGV dans notre pays, ce n'est pas un accroissement du déficit, c'est un investissement. Il est des dépenses qui accroissent le déficit sans aucun bénéfice et il est des dépenses qui sont des dépenses *one shot* qui sont des dépenses d'investissement indispensables à la compétitivité de la France. Au nom de la crise et des déficits, je ne couperai pas dans les investissements de la France. C'est vrai pour les TGV, c'est vrai pour le canal Seine Nord. Tout le monde vantait le transport fluvial. Et depuis 20 ans, pas un coup de pioche pour le canal Seine Nord. A quoi cela sert-il de faire des discours vibrants sur les transports écologiques si on n'en tire aucune conséquence ? Nous trouverons les moyens pour faire les investissements dont nous avons besoin.

Ce que je dis vaut pour le plan Campus : cinq milliards d'euros pour moderniser nos universités. Est-il normal que les familles de France doivent aller chercher des universités en Europe, aux Etats-Unis et

ailleurs, pour que leurs étudiants, leurs enfants puissent vivre sur un campus agréable avec des installations sportives et des bibliothèques ouvertes le dimanche.

Je n'accepte pas l'idée que les universités françaises soient paupérisées parce que plus personne ne veut y faire d'investissement.

Il en va de même pour le plan hôpital 2012 que conduit Roselyne BACHELOT : douze milliards d'euros. J'ai dit que tous les hôpitaux qui se mettront en réseau, qui se rassembleront avec d'autres, qui travailleront dans le cadre des nouvelles communautés de territoire, auront les moyens de se restructurer et d'investir. Nous avons décidé de nous lancer dans un vaste programme d'investissement parce que nous croyons à la croissance durable. Et pour vous, industriels du bâtiment, même si vous ne le voyez pas tout de suite, ce sont des carnets de commande qui arriveront dans le courant de l'année 2010. Et c'est un choix stratégique majeur.

J'en profite pour vous dire que je vais poser la question de l'allègement de notre droit de l'urbanisme. De la simplification de notre droit juridique. A force de vouloir tout codifier, on finit par tout paralyser. Plus personne ne se pose la question du beau ou du laid. On se pose la question du légal ou de l'illégal. Il ne faut pas aller voir un avocat, il faut aller voir plusieurs avocats puisque eux-mêmes se sont spécialisés, chacun étant sur sa niche. Et le chef d'entreprise se retrouve face à une armée de spécialistes.

Nous avons créé un système qui pénalise ceux qui veulent prendre des initiatives et qui favorise ceux qui se moquent du résultat mais respectent les procédures. C'est long, c'est lourd, c'est paralysant. De surcroît M. le Président, cela ne protège pas l'environnement et cela ne protège pas le paysage. Nous allons alléger considérablement les choses.

On m'a parfois critiqué quand j'ai annoncé le Grand Paris. Un projet auquel je tiens par dessus tout. J'aimerais que la France se trouve en position de leader pour définir la nouvelle ville. Pas la ville nouvelle. Parce que la ville nouvelle c'est une ville, avec ses défauts, que l'on fait en plus. La nouvelle ville, c'est une autre conception. J'aimerais que la France soit le pays où l'urbanisme bouge et innove. J'aimerais que la France comprenne que la réponse à la crise, ce sont des grands projets et une capacité de rêve.

Pour le Grand Paris – investissement considérable pour vous - si nous n'avions pas décidé que l'Etat prendrait la main pour réaliser, bousculer, rassembler, animer et faire rêver avec les 10 plus grands cabinets d'architectes du monde, qui ont fait un travail remarquable, mes petits enfants ne verraient pas le début des investissements dont la grande conurbation urbaine parisienne a besoin pour circuler.

Depuis trois décennies, j'entends dire que Saclay doit être la Silicon Valley de la région parisienne. J'étais à Saclay l'autre jour, il n'y a pas de métro, il n'y a pas de bus. Cela commence mal !

Certains s'interrogent : pourquoi s'est-il converti au vert ? Toute ma campagne était sur ce sujet. Le Grenelle de l'Environnement, je l'ai proposé avant la présidentielle. Jean-Louis BORLOO, ministre d'Etat, numéro deux du gouvernement, n'a pas cette responsabilité depuis le lendemain des élections européennes. Nous avons pris des décisions comme la clause de sauvegarde sur les OGM, le PTZ pour les économies d'énergie, la construction en HQE, le rachat - chère Christine BOUTIN - d'un certain nombre de logements qui étaient plantés du fait de la crise, la défiscalisation des intérêts d'emprunts quand on achète un bien.

En France, il n'est pas anormal, quand on achète son logement, que l'on puisse déduire une partie des intérêts. On ne va pas payer des impôts sur les intérêts que l'on paie.

Enfin dernière chose : notre système social. J'aurai l'occasion d'en parler plus longuement.

Ne m'en veuillez pas de survoler ces questions. Notre système social, je le dis devant Martin HIRSCH, était organisé tout autour d'une idée qui est l'assistanat. Ceux qui ne s'en sortaient pas, on les a aidés à survivre. Michel ROCARD a eu une très bonne idée en créant le RMI. Mais 20 ans après la moitié des gens au RMI était au RMI depuis plus de trois ans et ne pouvait plus s'en sortir. Nous avons remplacé le RMI avec Martin HIRSCH sans drame, sans polémique depuis le 1^{er} juin par le RSA. Cela veut dire que toute personne qui a le RMI et qui reprend un travail pourra cumuler le revenu de son travail et le revenu de ses allocations sociales. Cela n'est que justice. Quelqu'un en Ile-de-France qui est chômeur a droit au transport gratuit. Lorsqu'il se donne du mal et reprend un travail, fusse à temps partiel, on le récompense en lui retirant le droit au transport gratuit. Bel encouragement ! C'est un système qui décrédibilise le travail et qui pénalise ceux qui se donnent du mal pour s'en sortir.

Avec le RSA, tout le monde a envie de travailler parce que l'on sort pour la première fois en France de la logique du statut pour s'intéresser à la personne et à son revenu. C'est la justice sociale.

Je vous dis cela Mesdames et Messieurs parce que la France est beaucoup plus capable de changer que les élites françaises l'ont cru pendant longtemps. Le conservatisme n'est pas dans la tête des Français. Il est dans la tête d'une partie des élites françaises.

Enfin, je comprends ceux d'entre vous qui sont blessés par les attaques et je comprends ceux d'entre vous qui sont en colère. J'ai été choqué par certains comportements. Je l'ai dit à Laurence PARISOT.

Je crois tellement dans l'économie de marché, le capitalisme entrepreneurial, la liberté, la responsabilité, l'égalité que je n'accepte pas qu'une infime minorité bafoue ces valeurs par des comportements qui sont inacceptables.

Je veux préciser les choses. Qu'est-ce qui est inacceptable ? C'est de ne pas gagner beaucoup plus d'argent que les autres si on le mérite. Je l'ai dit à la télévision il y a quelques mois. Je suis opposé au plafonnement des salaires. Si demain on a un Bill Gates français est-ce que ne croyez vous pas que cela vaudrait la peine de le payer un peu au dessus que ce que la norme prévoirait ?

Et en même temps, il n'est pas acceptable que ceux qui font de grandes erreurs n'assument pas leurs grandes responsabilités. On ne peut pas être dans un système où quand cela marche bien, on ramasse tout et quand cela marche mal, on n'est responsable de rien !

Quand il y a eu l'affaire des banques, j'ai dit que ceux qui nous y ont conduits devaient assumer leurs responsabilités. On m'a dit : on ne peut pas les trouver. J'ai fait une proposition : sortez la liste des bonus de l'année dernière, parce que l'année dernière on a trouvé ceux qui étaient responsables des bonus, pourquoi on ne trouverait pas cette année, ceux qui sont responsables des malus ?

C'est le capitalisme entrepreneurial. C'est l'économie de marché. De grandes rémunérations quand on les mérite. Quand cela ne va pas, quelqu'un qui assume ses responsabilités.

Est-ce que vous croyez que ces derniers mois, je n'ai pas eu le sentiment d'être responsable, parfois même avec un peu d'excès. Si nous ne sommes pas exigeants avec ceux qui ont détourné des valeurs dans lesquelles nous croyons, alors ne nous étonnons pas que le peuple français ne comprenne plus les valeurs dont nous nous réclamons. Mettez-vous à la place de celui qui a un petit salaire, qui voit les chiffres et l'impunité.

Je le dis tout autant pour nos amis banquiers dans leur rapport avec les entreprises. René RICOL a fait un travail remarquable.

Nous avons besoin de banques. Nos banques sont dans une meilleure situation que les autres. Et pour l'essentiel, nos banquiers ont fait un travail assez remarquable.

Mais je n'arrive pas à comprendre pourquoi quand il y avait la bulle internet, n'importe qui pouvait trouver n'importe quand l'argent qu'il voulait au service de projets que personne ne comprenait. Quand l'immobilier explose, je ne comprends pas pourquoi n'importe qui peut financer à n'importe quel prix un projet. Mais quand il y a la crise, les projets les plus sérieux ont du mal à être financés, parce qu'il n'y a plus personne pour les financer. La France doit sortir d'un système où l'on prête de l'argent à ceux qui n'en ont pas besoin.

Mesdames et Messieurs quelle que soit la violence de la crise, la France avait besoin de se moderniser. La crise nous permet de penser librement, de sortir des vieux schémas, de prendre des risques calculés.

Par rapport aux idées anciennes, la crise nous fait prendre conscience que nous sommes passés au XXIème siècle alors que nous étions encore avec les idées du XXème, voir du XIXème.

C'est ce qui me rend optimiste pour l'avenir. Nous avons mis en place avec le gouvernement de François Fillon, un programme très important de réformes. Je continuerai sans dévier de ce chemin là. J'ai été élu pour moderniser le pays, pour faire changer la France, pour que lorsque la crise sera partie la France puisse bénéficier à plein de la reprise mondiale. J'ai été lu pour qu'à la fin de mon quinquennat tout ou partie des grands problèmes de notre pays soient résolus ou aient commencé à l'être.

C'est ma passion de résoudre les problèmes, c'est mon devoir de faire face à cela. Je ne suis pas un idéologue, je suis un pragmatique. Ce que j'ai dit dans mon projet, je le mettrai en œuvre pour une raison simple : quand je l'ai dit, j'y croyais et je n'ai pas changé d'avis.

Merci à tous.